



COMMUNIQUÉ

Faire vivre et laisser mourir les bibliothèques ?

À la lecture du rapport Orsenna, L'ABF se félicite de voir s'afficher pour les bibliothèques des perspectives bien plus larges que celle des horaires d'ouverture. Toujours soucieuse de placer les bibliothèques et bibliothécaires au cœur de l'actualité, L'ABF veut cependant considérer la situation des médiathèques autrement que comme des instants médiatiques. Car cette effervescence met en lumière une réalité quotidienne très difficile pour beaucoup de bibliothécaires.

De nombreuses collectivités, concernées par le pacte financier (Belfort, Nantes, Nouméa, Paris Vallée de la Marne,...), sont prises entre l'enthousiasme provoqué par ce rapport et l'impact néfaste de ce pacte sur leurs territoires. Si les médiathèques sont invitées au voyage, c'est davantage en direction du Styx plutôt qu'à celui du grand large.

À l'origine, le rapport Orsenna signifiait «porter ses convictions et écouter, comprendre les difficultés et les besoins des collectivités, parfois aussi leurs réticences ». A présent, les bibliothèques se trouvent face au mur du pacte financier qui impose que le niveau des dotations aux collectivités soit maintenu dans le cadre de la loi de finance de 2018. Cela se traduit par « la conclusion de contrats avec les 319 collectivités les plus importantes, L'État s'engageant sur le niveau des dotations qui leur seront attribuées en échange d'une maîtrise de leurs dépenses de fonctionnement ».

Si les médiathèques peuvent être de formidables « laboratoires pour les politiques sociales », elles sont de plus en plus nombreuses à ne plus avoir les moyens d'assurer le simple fonctionnement courant. Les médiathèques devraient être au cœur de nombreuses politiques publiques mais aujourd'hui les moyens manquent pour remplir cette ambition.

L'ABF appelle l'État, les élus et les décideurs à s'emparer davantage des bibliothèques comme lieu de toutes les inclusions.

L'ABF appelle à un plan ambitieux en faveur des bibliothèques à condition que tous les signaux soient cohérents et que les moyens soient mis en place pour sa réalisation. À chaque collectivité sa part de responsabilité !

L'État, outre un niveau élevé voire croissant de DGD, devra assouplir le pacte financier pour que les mesures en faveur des bibliothèques soient vraiment utiles et efficaces. **Les collectivités locales devront prévoir les moyens humains et financiers correspondant** pour mettre en œuvre, dans de bonnes conditions, l'évolution des services de Lecture Publique. Faute de quoi, aucune alchimie ne prendra dans les territoires et les bibliothèques seront précipitées dans le doute se demandant si on veut vraiment faire vivre les bibliothèques ou les laisser mourir ?

L'ABF exige donc une ambition porteuse de sens pour les habitants et qui s'accompagne de moyens concrets. Une ambition qui s'appuie surtout, sur des volontés politiques claires tant au niveau de l'État que des collectivités territoriales.